

Création d'emploi

On dépense le produit de mes impôts, 50 millions de dollars—enfin, ces 50 millions ne proviennent pas uniquement de moi—pour une campagne publicitaire. Chaque fois que j'ouvre le journal, je vois le gaspillage des deniers publics qui alimente la propagande dans les journaux et qui permet de contrôler la presse au Canada. On utilise les deniers publics pour contrôler les médias du Canada.

M. Kelly: De quel journal parlez-vous?

M. Huntington: Le gouvernement contrôle les médias. Les gens sont terrifiés à l'idée de publier un article contre le gouvernement; ils craignent de perdre leur argent. Ils ont peur de perdre les subventions accordées par le Conseil des arts.

Des voix: Oh, oh!

M. Huntington: Mes vis-à-vis peuvent bien rire, mais ils ne devraient pas se laisser bernier. Voilà quelle est la situation aujourd'hui au Canada. Le ministre ne devrait pas en rire. Il devrait plutôt pleurer de honte, car sa liberté est menacée, tout comme la mienne. La seule différence, c'est qu'il siège du côté gouvernemental.

En 1968, on nous a promis une société juste; c'était le grand élan vers la société juste. En 1971, on devait réformer le régime fiscal afin d'assurer la justice et l'équité partout au pays. Finalement, les Canadiens ont appris en quoi consistait le principe de Carter. Nous avons connu dix années de frais juridiques et comptables et de coûts économiques élevés en essayant de nous adapter à cette assiette fiscale. Nous commençons à y voir clair, mais le gouvernement libéral actuel ne voulait pas de cette stabilité. Autrement, il n'aurait pas présenté un budget comme celui du 12 novembre—plus aucune stabilité avec ce budget. Le député d'en face peut bien hocher la tête—du moins, ça ressemble à une tête—mais le budget change effectivement les principes de la fiscalité au Canada.

M. Chénier: Il est juste, donc vous ne l'aimez pas.

M. Huntington: Parlons-en de la justice. Le budget sape et compromet la capacité du contribuable de payer ses impôts. Est-ce ça la justice? Que le député attende que nous soyons en comité plénier, il se rendra bien compte qu'on peut s'étouffer en utilisant des mots complètement détournés de leur sens comme «équité» et «justice», comme le fait le gouvernement dans ce budget. Jamais la Chambre n'a été saisie d'une mesure qui a presque immédiatement angoissé et inquiété les Canadiens. Le Congrès du travail du Canada est furieux. Tous les comptables fiscalistes au Canada sont révoltés et furieux. Les avocats sont furieux. La Fédération canadienne des entreprises indépendantes a toute une liste de griefs que le ministre des Finances (M. MacEachen) voulait balayer du revers de la main aujourd'hui parce que, à son dire, ils sont insignifiants.

J'ai été dans le secteur de la petite entreprise toute ma vie.

Une voix: Et puis? Vous êtes un millionnaire.

M. Huntington: Et puis? Les millionnaires sont ceux qui mettent les bouchées doubles et qui se privent de vacances pendant les 15 ou 20 premières années de leur vie active. Ils méritent d'être millionnaires. Ce sont eux qui créent du capital

et des emplois. Ce sont eux qui achètent les machines permettant d'améliorer la productivité. Combien de fois depuis le début de la session le ministre des Finances n'a-t-il pas dit que la seule façon de venir à bout de l'inflation était de relever la productivité. Voilà la clef du problème; mais le budget ne renferme aucune mesure visant à augmenter la productivité nationale.

En 1980, après dix ans d'administration libérale, le bilan économique du Canada était le plus faible du monde occidental. La croissance économique du Canada se situait à 0.1 p. 100, contre une moyenne de 1.2 p. 100 pour l'ensemble des pays étudiés par l'OCDE. Sur 24 de ces pays, le Canada se situait l'an dernier au vingt-et-unième rang. Nous étions autrefois en troisième place, et nous sommes tombés à la vingt-et-unième. Notre niveau de vie était le plus élevé du monde après celui de la Suède et des États-Unis. Or, nous sommes maintenant au treizième rang, derrière les Pays-Bas et la Finlande. Voilà ce que nous avons hérité de la décennie qui vient de s'écouler. Nous venons à peine de nous faire au dernier budget; mais où est-il question, dans celui-ci, de la productivité ou du problème de l'inflation? Nulle part. Le budget a tout simplement dérobé au secteur industriel du Canada son pouvoir de décision.

Il y a deux aspects fondamentaux du budget MacEachen qui inquiètent beaucoup de gens. Il y a premièrement la rétroactivité de la résolution n° 9, sur le revenu de placement couru, et deuxièmement la résolution n° 23, sur les frais d'intérêt restreints. Cette rétroactivité va toucher des personnes qui, jusqu'au 12 novembre dernier, se conformaient à la loi, mais que ce budget vient saisir à la gorge, violer et crucifier.

● (1600)

Le budget que nous débattons supprime l'une des pierres angulaires d'un régime fiscal juste et équitable. Il prive les contribuables des moyens de payer leurs impôts. On verra bien ce qu'en penseront les Canadiens dans tout le pays quand viendra le moment pour eux de dire ce qu'ils en pensent. Voilà le tort que le gouvernement a causé au pays avec son budget du 12 novembre.

Le gouvernement a créé une terrible illusion en faisant croire que le taux d'imposition maximum était limité à 50 p. 100. Cela va réduire le taux d'imposition des riches. Il a par ailleurs gonflé toutes les autres dépenses que les employeurs acquittent pour le compte de leurs employés. Il a donc gonflé le revenu brut de ces derniers et, partant, leur revenu imposable. Le gouvernement se livre à de la supercherie en multipliant les demi-vérités à ce sujet.

Lorsque le gouvernement soutient que le taux d'imposition maximal est limité à 50 p. 100, il ne fait que déplacer le fardeau sur les épaules des provinces. Le soir du budget, les autorités de ma province ont déclaré qu'elles devraient trouver 95 millions de plus. Sur une période de cinq ans, le budget du gouvernement fédéral aura privé ma province de 600 millions de dollars.

Combien de minutes me reste-t-il, monsieur l'Orateur? Plus aucune. Je n'ai pas dit la moitié de ce que j'avais à dire.